



**ARRÊTÉ N°2026/ 993**  
**ACCORDANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU RESPONSABLE DE LA CELLULE**  
**COMMUNICATION ADJOINT**

Le Maire de la ville de Nouméa,

Vu la loi organique n°99/209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n°99/210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

Vu l'acte d'engagement à durée indéterminée de madame Jocelyne AVRIL n°2022/1129 du 20 avril 2022,

Considérant que, pour une bonne administration de la commune, il est nécessaire de donner délégation de signature au responsable de la cellule communication adjoint,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1-**

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de la cellule communication, **madame Jocelyne AVRIL** reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation de signature pour les documents suivants :

- **En matière de ressources humaines :**
  - entretiens annuels d'échange (EAE) et notations,
  - feuillets n°1, 2 et 3 d'accident du travail ou de maladie professionnelle,
  - autorisations spéciales d'absence pour activité syndicale,
  - rapports de stage,
  - ordres de service pour les déplacements de personnels du service, avec un véhicule de service, hors des limites de la commune de Nouméa.
- **En matière de finances :**
  - bons de commande relatifs au budget de fonctionnement et d'investissement du service pour un montant n'excédant pas **500.000 F/CFP**,
  - ordres de service relatifs aux marchés publics,
  - états des sommes dues.
- **En matière d'instruction de dossiers :**
  - réponses externes sur une décision négative de l'exécutif.
- **Toutes correspondances n'emportant pas décision au fond :**
  - bordereaux d'envoi, récépissés, accusés de réception, bons de livraison,
  - toutes correspondances visant à demander ou donner des renseignements, des avis nécessaires à l'étude d'un dossier ou pour information.

ARTICLE 2. -

L'arrêté du maire de la ville de Nouméa n°2022/3525 du 27 octobre 2022 accordant délégation de signature d'actes relatifs au fonctionnement de la cellule communication, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

ARTICLE 3. -

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

ARTICLE 4. -

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa transmission au commissaire délégué de la république pour la province Sud, sa notification à l'agent et sa publication par voie électronique.

Nouméa, le 02 AVR. 2026

Le Maire  
  
SONIA LAGARDE



DESTINATAIRES :

Subdivision Administrative Sud	-1
Agent	-1
CELLULE COM	-1
DRH (DI)	-1
DF	-1
DSI	-1
DJCA (SAC)	-1
Mise en ligne	-1